

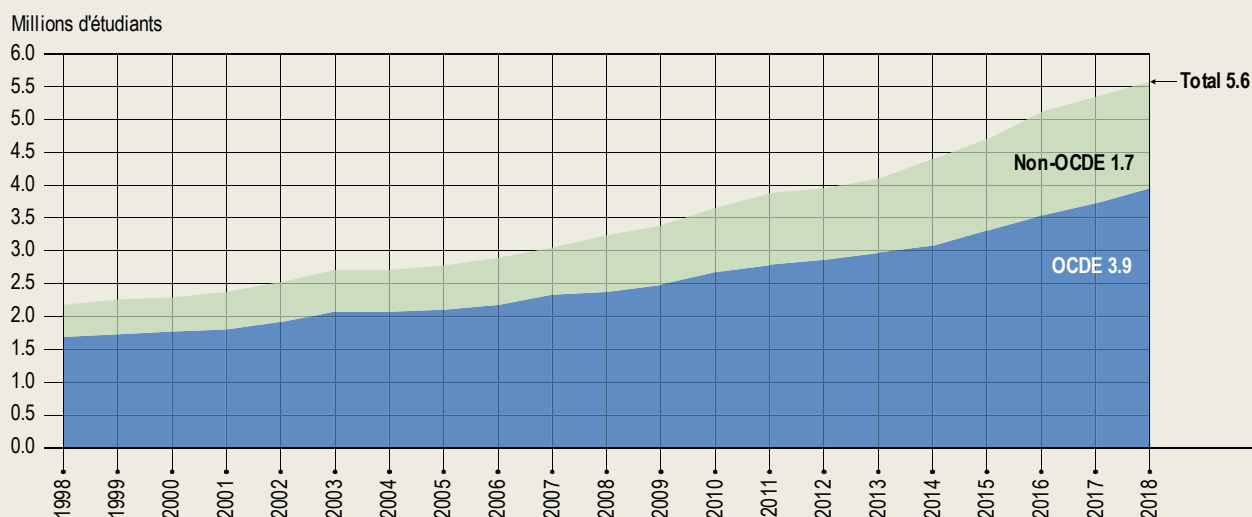
Indicateur B6. Quel est le profil des étudiants en mobilité internationale ?

Faits marquants

- Le nombre d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans l'enseignement tertiaire a progressé de 4.8 % en moyenne par an entre 1998 et 2018. Les pays de l'OCDE accueillent une très grande majorité des étudiants étrangers ou en mobilité internationale, mais c'est l'effectif d'étudiants en mobilité internationale dans des pays tiers de l'OCDE qui a augmenté le plus rapidement.
- Selon les chiffres de 2018, le ratio est de 1 étudiant sortant pour 3 étudiants entrants dans les pays de l'OCDE, mais ce ratio est supérieur à 1 pour 10 en Australie, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni.
- Dans l'ensemble, les femmes sont à peu de choses près aussi susceptibles que les hommes de s'inscrire en licence ou en master ou formation équivalente à l'étranger, mais sont moins susceptibles qu'eux de s'inscrire en doctorat ou formation équivalente à l'étranger dans les pays de l'OCDE.

Graphique B6.1. Croissance des effectifs d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale scolarisés dans l'enseignement tertiaire dans le monde entier (1998 à 2018)

Nombre d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale scolarisés dans des pays membres de l'OCDE ou non



Remarque : Les sources des données utilisent des définitions similaires, permettant donc leur combinaison. Les données manquantes ont été imputées sur la base des données les plus proches pour éviter que des lacunes dans la couverture des données ne donnent lieu à des ruptures de séries chronologiques.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Autres pays non membres de l'OCDE et années antérieures à 2013 : Institut de statistique de l'UNESCO Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164009>

Contexte

Pour les jeunes en formation dans l'enseignement tertiaire, étudier à l'étranger est une expérience distinctive majeure, et la mobilité internationale des étudiants suscite un intérêt croissant chez les responsables politiques depuis quelques années. Étudier à l'étranger offre la possibilité d'accéder à un enseignement de haute qualité, d'acquérir des compétences qui ne sont pas forcément enseignées dans le pays d'origine et de se rapprocher d'un marché du travail où le rendement de la formation est plus élevé. C'est aussi un moyen d'accroître l'employabilité sur des marchés d'emploi de plus en plus mondialisés. Découvrir d'autres sociétés et améliorer leurs compétences linguistiques, en particulier en anglais, font aussi partie des motivations.

Pour les pays d'accueil, les étudiants mobiles (qu'ils soient étrangers ou en mobilité internationale) peuvent être une source importante de revenus et avoir un énorme impact sur l'économie et l'innovation. Ils paient souvent des frais de scolarité plus élevés que les ressortissants nationaux (voir l'indicateur C5) et même des frais d'inscription plus élevés qu'eux dans certains pays. Ils contribuent aussi à l'économie locale par leur consommation durant leur séjour. À plus long terme, les individus très instruits sont susceptibles d'intégrer le marché du travail local et de contribuer à l'innovation et à la croissance économique. Attirer les étudiants mobiles, en particulier s'ils restent après leurs études, est un moyen de puiser dans le réservoir mondial de talents, de compenser de plus faibles capacités aux niveaux inférieurs d'enseignement, de favoriser l'innovation et le développement des systèmes de production et, dans de nombreux pays, d'atténuer l'impact du vieillissement sur l'offre de main-d'œuvre qualifiée.

Dans les pays d'origine, la mobilité des étudiants peut être considérée comme une perte de talents (ou une « fuite des cerveaux »). Pourtant, les étudiants mobiles contribuent à l'acquisition du savoir, à la modernisation des technologies et au renforcement des capacités dans leur pays d'origine, pour autant qu'ils y reviennent après leurs études ou qu'ils entretiennent à distance des liens forts avec leurs compatriotes sur place. Les étudiants internationaux acquièrent des connaissances tacites lors d'interactions informelles et peuvent permettre à leur pays d'origine d'intégrer les réseaux mondiaux du savoir. Selon certaines études, le nombre d'étudiants qui partent à l'étranger est une bonne variable prédictive de flux futurs de scientifiques en sens contraire, preuve d'un mouvement significatif de main-d'œuvre qualifiée entre les pays. De plus, la mobilité des étudiants semble façonner plus profondément les réseaux internationaux de coopération scientifique que la langue ou la proximité géographique ou scientifique.

En 2020, les établissements d'enseignement supérieur du monde entier ont fermé leurs portes pour juguler la pandémie de COVID-19, ce qui a touché plus de 3.9 millions d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans les pays de l'OCDE (UNESCO, 2020^[1]). Le confinement décrété a également affecté la continuité pédagogique et l'organisation des cours et amené les étudiants à reconsidérer la valeur de leur formation et à s'interroger sur la capacité de leur pays de destination de garantir leur sécurité et leur bien-être. Ces événements pourraient être très lourds de conséquences pour la mobilité internationale des étudiants dans les prochaines années (voir l'Encadré B6.1).

Autres faits marquants

- Les Asiatiques constituent le plus gros contingent d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale en formation tertiaire (tous niveaux d'enseignement confondus) : ils représentent au total 57 % de l'effectif total d'étudiants mobiles dans les pays de l'OCDE selon les chiffres de 2018. Les étudiants originaires d'Inde et de République populaire de Chine constituent plus de 30 % de l'effectif total d'étudiants mobiles en formation dans les pays de l'OCDE.
- Les États-Unis sont en tête du classement des destinations des étudiants en mobilité internationale en formation tertiaire dans l'OCDE et s'arrogent 18 % du marché international de l'éducation en tant que pays de destination. Viennent ensuite l'Australie et le Royaume-Uni (tous deux 8 %) et l'Allemagne (6 %).
- Dans les pays de l'OCDE, la répartition des étudiants mobiles entre les domaines d'études est comparable à celle des ressortissants nationaux : les grands domaines les plus prisés par les deux groupes sont en premier lieu le commerce, l'administration et le droit et en second lieu l'ingénierie, les industries de transformation et la construction.

Analyse

Tendances en matière de mobilité internationale des étudiants

La mobilité internationale des étudiants a pris beaucoup d'ampleur au cours des 20 dernières années. En 2018, 5.6 millions d'étudiants sont partis faire des études tertiaires à l'étranger, soit plus du double qu'en 2005. De nombreux facteurs personnels, institutionnels, nationaux et mondiaux façonnent la mobilité internationale des étudiants, notamment, pour n'en citer que quelques-uns, les ambitions personnelles et l'amélioration des perspectives professionnelles, le manque d'établissements d'enseignement supérieur de qualité dans le pays d'origine, la capacité d'établissements d'enseignement supérieur d'attirer les talents et les politiques nationales qui encouragent la mobilité internationale aux fins d'apprentissage (Bhandari, Robles et Farrugia, 2018^[2]). La demande de compétences dans des économies de plus en plus basées sur le savoir et l'innovation a dopé la demande d'enseignement tertiaire dans le monde, et l'enrichissement des économies émergentes a incité les jeunes issus d'une classe moyenne en plein essor à rechercher des possibilités de formation à l'étranger. Dans le même temps, des facteurs économiques (les tarifs des vols internationaux), technologiques (la possibilité de garder le contact grâce à Internet et aux médias sociaux) et culturels (l'emploi de l'anglais comme langue de travail et d'enseignement) ont largement contribué à démocratiser la mobilité internationale et à la rendre plus accessible que par le passé.

Le nombre d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale a progressé de 4.8 % en moyenne par an entre 1998 et 2018. Les pays de l'OCDE accueillent une très grande majorité des étudiants étrangers ou en mobilité internationale, mais l'effectif d'étudiants étrangers en formation dans des pays tiers de l'OCDE a augmenté à un rythme plus soutenu : de 6.2 % par an en moyenne, contre 4.3 % dans les pays de l'OCDE. Selon les chiffres de 2018, les étudiants étrangers scolarisés dans des pays tiers de l'OCDE représentent quelque 30 % de l'effectif mondial d'étudiants en mobilité internationale, alors qu'ils n'en représentaient que 23 % en 1998 (voir le Graphique B6.1).

Le taux de croissance de l'effectif d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale a fortement fluctué au cours des 20 dernières années, mais davantage dans le camp des étudiants originaires de pays tiers de l'OCDE que dans celui des étudiants originaires de l'OCDE. Entre 1998 et 2018, le taux de croissance de l'effectif d'étudiants mobiles est passé de 0.3 % en 2004 à 19 % en 2008 dans les pays tiers de l'OCDE, alors qu'il a oscillé entre 0.7 % et 8 % dans les pays de l'OCDE. Il apparaît toutefois que la croissance de l'effectif d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale a marqué le pas dans les pays tiers de l'OCDE ces dernières années. Depuis 2017, le taux annuel de croissance de cet effectif est passé sous la barre des 3 %, le taux le moins élevé depuis 2013, qui plus est moitié moindre que le taux annuel de croissance de l'effectif d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans les pays de l'OCDE (voir le Graphique B6.1).

Malgré la forte augmentation du nombre total d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans le monde, leur pourcentage dans l'effectif total d'étudiants de l'enseignement tertiaire est resté assez stable, passant de 5 % en 2014 à 6 % en 2018 dans les pays de l'OCDE. Leur pourcentage a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE durant cette période, mais des différences frappantes s'observent selon les pays. Entre 2014 et 2018, le pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale a par exemple augmenté dans une mesure égale ou supérieure à 6 points de pourcentage en Australie et en Estonie, alors qu'il a diminué de 1 point de pourcentage en Belgique et en Grèce. Dans un tiers environ des pays de l'OCDE, les étudiants en mobilité internationale représentent plus de 10 % de l'effectif de l'enseignement tertiaire selon les chiffres de 2018. L'effectif de l'enseignement tertiaire est constitué d'au moins 20 % d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale en Australie, au Luxembourg et en Nouvelle-Zélande, contre 2 % au plus au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au Mexique et en Turquie (voir le Tableau B6.1).

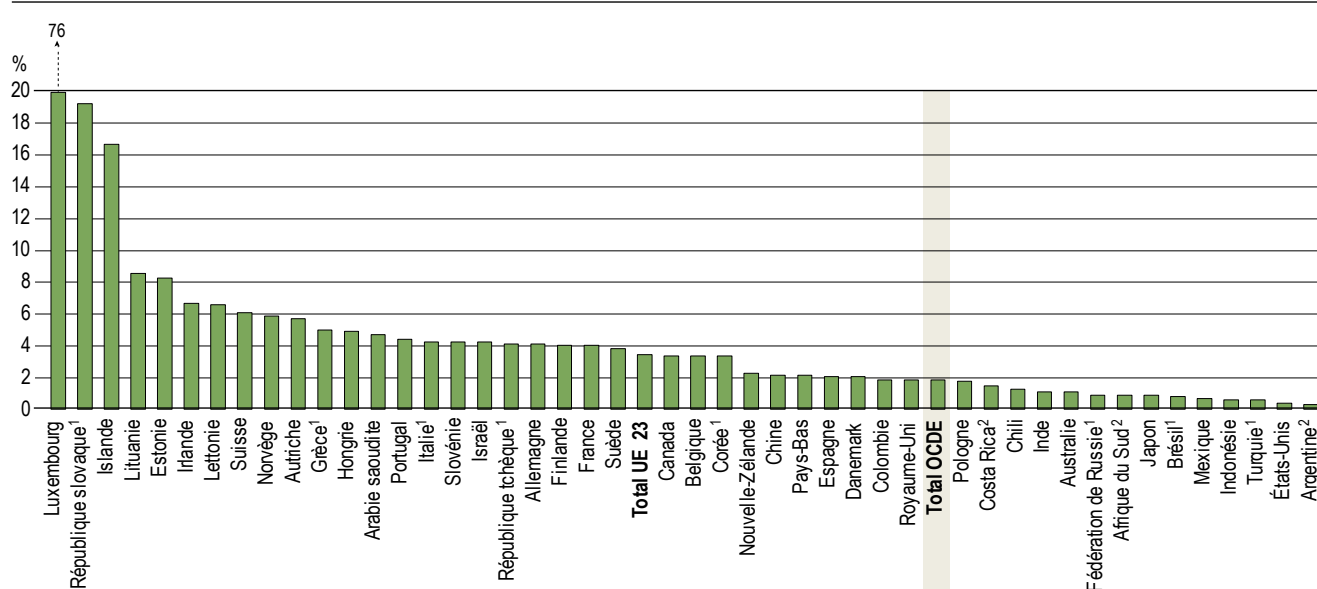
Tendances de mobilité et flux d'étudiants en mobilité internationale

Les effectifs d'étudiants mobiles et leurs flux restent très concentrés dans le monde, et les choix de destination sont fortement influencés par des tendances historiques. Identifier les facteurs déterminants de la mobilité internationale des étudiants est essentiel pour concevoir des politiques efficaces en vue d'encourager la circulation de la main-d'œuvre qualifiée. La mobilité des étudiants est stimulée par des différences de capacité entre les systèmes d'éducation (par exemple, le manque d'établissements dans les pays d'origine ou le prestige des établissements dans les pays de destination). Elle est également dopée par la variation du rendement de l'élévation du niveau de formation ou de l'amélioration des compétences entre les pays d'origine et les pays de destination (voir les indicateurs A3 et A4). Parmi les facteurs économiques, citons les performances économiques plus élevées dans les pays de destination, les taux de change, le coût plus abordable de la mobilité (grâce à des frais de scolarité moins élevés ou à des aides au titre de l'éducation plus élevées, par exemple) et la meilleure qualité de l'instruction dans les pays de destination. De plus, la décision d'étudier à l'étranger peut être prise pour des raisons autres qu'économiques, par exemple la stabilité politique ou les similitudes culturelles et religieuses entre les pays d'origine et de destination (Guha, 1977^[3] ; UNESCO Bangkok, 2013^[4] ; Weisser, 2016^[5]).

Les étudiants en mobilité internationale tiennent compte de l'idée qu'ils se font de la qualité de l'enseignement et de la réputation des établissements lorsqu'ils choisissent leur pays de destination (Abbott et Silles, 2016^[6]). Les pays qui comptent de nombreux établissements d'enseignement en bonne position dans les classements internationaux figurent parmi les destinations les plus prisées par les étudiants en mobilité internationale. Dans le monde entier, les étudiants sont de plus en plus conscients des différences de qualité entre les systèmes d'enseignement tertiaire, car les classements internationaux des universités sont largement diffusés. Parallèlement, la capacité d'attirer des étudiants en mobilité internationale est devenue un critère d'évaluation de la performance et de la qualité des établissements. Comme les gouvernements cherchent à encourager l'internationalisation de l'enseignement supérieur, ils ont revu leurs accords de performance avec les établissements et tiennent désormais compte entre autres de l'afflux d'étudiants en mobilité internationale pour calculer les budgets alloués aux universités. En Finlande par exemple, l'internationalisation de l'enseignement supérieur fait partie des dimensions envisagées en ce qui concerne le financement des établissements d'enseignement, comme d'ailleurs les mesures ciblant la qualité et les impacts (Eurydice, 2020^[7]). Il en va de même en Estonie et en Norvège, où le pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale compte parmi les indicateurs retenus pour déterminer le budget accordé aux établissements d'enseignement tertiaire (OCDE, 2019^[8]).

La plupart des pays ont engagé des réformes pour réduire les obstacles à la migration des individus très qualifiés au-delà des objectifs de formation et participent à des programmes qui financent l'afflux, le départ ou le retour des étudiants. Les conditions de mobilité (à court ou long terme) varient, mais la plupart des programmes ciblent principalement les étudiants et les chercheurs avant et après le doctorat. La fixation de frais de scolarité appropriés reste l'un des sujets les plus controversés de la politique de l'éducation, mais des frais de scolarité plus élevés pour les étudiants en mobilité internationale ne le sont pas autant et constituent souvent une importante source de recette pour les établissements. Dans certains pays, les étudiants en mobilité internationale ne rechignent pas à s'acquitter de frais de scolarité deux fois plus élevés que les ressortissants nationaux dans les universités publiques parce qu'ils sont convaincus de la qualité de l'enseignement et de leurs perspectives professionnelles dans leur pays de destination. En revanche, des pays peuvent être tentés par l'idée de réduire ou de supprimer les frais de scolarité pour promouvoir la mobilité internationale. Dans l'Espace économique européen (EEE), les frais de scolarité à charge des ressortissants des pays membres sont identiques à ceux des ressortissants nationaux (voir l'indicateur C5).

Graphique B6.2. Pourcentage d'étudiants nationaux scolarisés dans l'enseignement tertiaire à l'étranger (2018)



1. L'effectif d'étudiants nationaux scolarisés dans l'enseignement tertiaire correspond à l'effectif total déduction faite des étudiants étrangers et non à l'effectif total déduction faite des étudiants en mobilité internationale.

2. Année de référence : 2017.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'étudiants nationaux scolarisés à l'étranger.

Source : OCDE (2020), tableau B6.3. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164028>

Au total, 2 % environ des étudiants en formation tertiaire sont scolarisés à l'étranger dans les pays de l'OCDE selon les chiffres de 2018. C'est en Islande, au Luxembourg et en République slovaque que le pourcentage d'étudiants en formation

tertiaire à l'étranger est le plus élevé ; il atteint même 76 % au Luxembourg (voir le Graphique B6.2). Des facteurs de proximité, dont la langue, les liens historiques, la distance géographique, les relations bilatérales et les accords politiques (comme l'Espace européen de l'enseignement supérieur), ont une influence tout à fait déterminante sur le choix des pays de destination des étudiants (Abbott et Silles, 2016^[6]). Ce sont par exemple les étudiants originaires de République slovaque qui constituent le contingent le plus important d'étudiants mobiles en République tchèque ; il en va de même pour ceux originaires du Luxembourg en Allemagne et en Belgique et ceux originaires d'Islande au Danemark (voir le tableau B6.5, disponible en ligne).

La plupart des pays sont des « importateurs » nets d'étudiants ; en d'autres termes, les flux entrants sont supérieurs aux flux sortants. Selon les chiffres de 2018 des pays de l'OCDE, le ratio est de 1 étudiant sortant pour 3 étudiants entrants, mais ce ratio est supérieur à 1 pour 10, en Australie, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni. Par contraste, un certain nombre de pays sont « exportateurs » nets d'étudiants ; en d'autres termes, les flux sortants sont supérieurs aux flux entrants. Le Chili, la Colombie, le Luxembourg et le Mexique comptent parmi les pays de l'OCDE qui accueillent le moins d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale par comparaison avec le nombre de leurs ressortissants en formation à l'étranger. Parmi les pays partenaires, la Chine et l'Inde, qui constituent ensemble plus de 30 % du contingent d'étudiants en mobilité internationale, sont également exportateurs nets d'étudiants (voir le Tableau B6.3).

Selon les pays de destination et d'origine

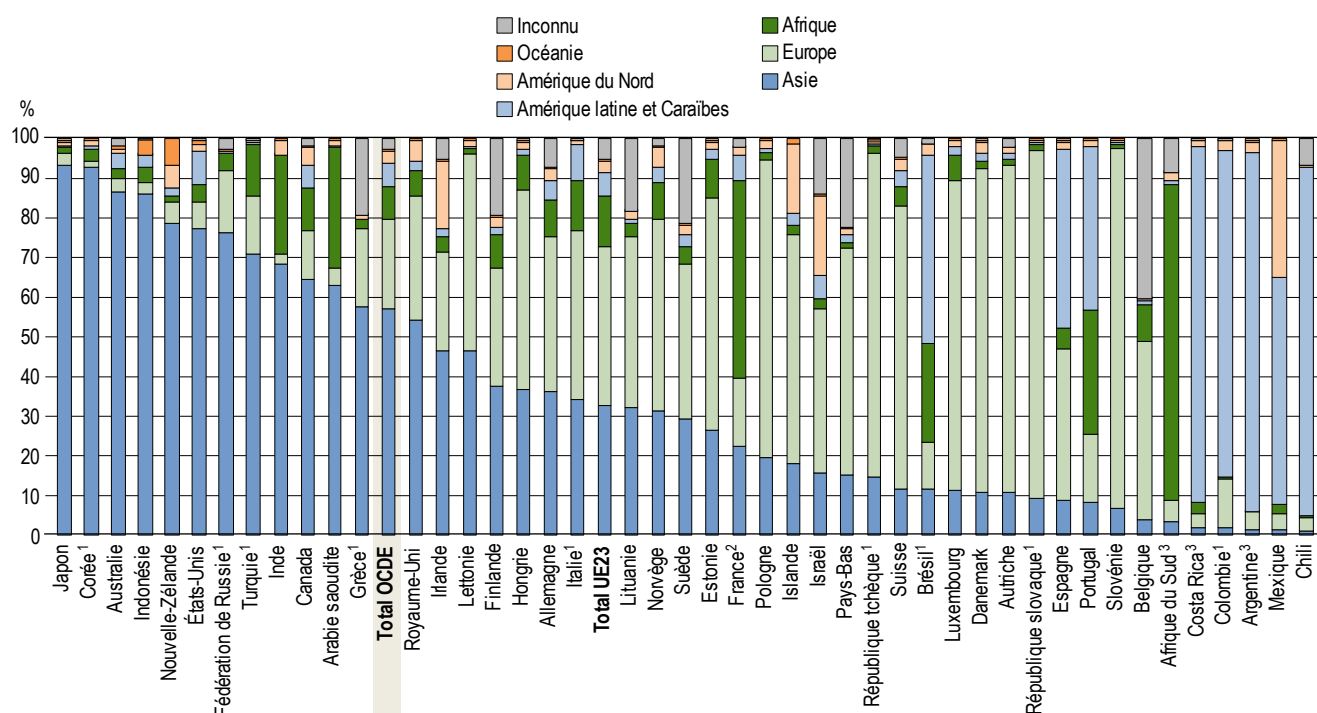
L'anglais est la langue véhiculaire par excellence à l'heure de la mondialisation : plus d'une personne sur quatre le parle dans le monde (Sharifian, 2013^[9]). Il n'est donc pas surprenant de constater que dans l'ensemble, les pays anglophones attirent le plus les étudiants : quatre d'entre eux accueillent plus de 40 % des étudiants en mobilité internationale dans les pays membres et partenaires de l'OCDE. Les États-Unis sont en tête du classement des destinations des étudiants en mobilité internationale en formation tertiaire dans l'OCDE. Sur les 3.9 millions d'étudiants en mobilité internationale dans l'OCDE, 987 000 ont choisi les États-Unis. Parmi les pays anglophones, viennent après les États-Unis le Royaume-Uni (qui accueille 452 000 étudiants en mobilité internationale), l'Australie (445 000) et le Canada (225 000) (voir le Tableau B6.1). Les États-Unis s'arrogent 18 % du marché international de l'éducation en tant que pays de destination. La part de marché de l'Australie et du Royaume-Uni atteint 8 % et celle de l'Allemagne, 6 % (voir le Tableau B6.3).

L'Union européenne est une autre région majeure de destination : les 23 pays de l'OCDE membres de l'UE (UE23) accueillent en effet 1.7 million d'étudiants mobiles. La France se classe après le Royaume-Uni et l'Allemagne, mais est un pays de destination très prisé dans l'UE, accueillant 4 % de l'effectif mondial d'étudiants en mobilité internationale. La Fédération de Russie est un grand pays de destination en dehors de l'UE qui accueille 5 % de l'effectif mondial d'étudiants mobiles (voir le Tableau B6.3 en annexe).

Les Asiatiques constituent le plus gros contingent d'étudiants en mobilité internationale en formation tertiaire (tous niveaux d'enseignement confondus) : ils représentent au total 57 % de l'effectif total d'étudiants mobiles dans les pays de l'OCDE selon les chiffres de 2018. Au total, plus de 30 % des étudiants mobiles en formation dans l'OCDE sont originaires de Chine et d'Inde. Plus de deux tiers des étudiants chinois et indiens se concentrent dans cinq pays seulement : l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. La deuxième région d'origine la plus importante est l'Europe : les Européens représentent 23 % de l'effectif total d'étudiants mobiles en formation dans les pays de l'OCDE. Les étudiants européens préfèrent rester en Europe : ils représentent 40 % des étudiants mobiles en formation dans l'EU23. Au moins 8 étudiants mobiles sur 10 en formation en Autriche, au Danemark, en République slovaque, en République tchèque et en Slovaquie sont originaires d'un pays d'Europe (voir le Graphique B6.3 et le tableau B6.4, disponible en ligne).

Parmi les pays membres et partenaires de l'OCDE, les étudiants originaires d'Afrique ne sont majoritaires dans l'effectif d'étudiants mobiles qu'en Afrique du Sud, où 80 % des étudiants mobiles sont originaires d'un autre pays d'Afrique, mais ils sont nombreux aussi en Arabie saoudite et au Portugal (plus de 3 étudiants mobiles sur 10) et en France (5 sur 10 environ). Ceux originaires d'Amérique latine et des Caraïbes mettent en évidence l'importance de la proximité géographique, puisqu'ils sont majoritaires dans l'effectif d'étudiants mobiles en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica et au Mexique, ainsi que l'importance de la langue d'enseignement, puisqu'ils constituent plus de 40 % de l'effectif d'étudiants mobiles en Espagne et au Portugal. Enfin, les étudiants originaires d'Amérique du Nord ne représentent plus de 10 % de l'effectif d'étudiants en mobilité internationale qu'en Irlande, en Islande, en Israël et au Mexique, tandis que ceux originaires d'Océanie sont minoritaires dans l'effectif d'étudiants en mobilité internationale dans tous les pays membres et partenaires de l'OCDE et représentent moins de 1 % de l'effectif d'étudiants mobiles dans les pays de l'OCDE (voir le Graphique B6.3).

Graphique B6.3. Répartition des étudiants étrangers ou en mobilité internationale par région d'origine (2018)



1. Pourcentage d'étudiants étrangers, et non en mobilité internationale.

2. La répartition des étudiants en mobilité internationale selon le pays d'origine utilise le critère de citoyenneté, tandis que leur nombre total est fondé sur le pays dans lequel les étudiants ont suivi le deuxième cycle du secondaire.

3. Année de référence : 2017.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale originaires d'Asie.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164047>

Encadré B6.1. L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les flux de mobilité internationale

L'enseignement tertiaire s'est retrouvé à l'arrêt sous l'effet de la propagation mondiale du coronavirus, car les universités ont fermé leurs campus et les pays, leurs frontières, à l'annonce du confinement décrété par les autorités. La crise sanitaire a touché tous les étudiants en formation tertiaire, c'est vrai, mais elle a aussi eu un impact majeur sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Elle a en particulier porté atteinte à la sécurité des étudiants en mobilité internationale et remis en cause leur statut légal dans leur pays de destination, entravé la continuité pédagogique et l'organisation des cours et modifié la valeur que les étudiants attachent à leur formation, autant d'effets qui pourraient être lourds de conséquences pour la mobilité internationale des étudiants dans les prochaines années.

Les étudiants en mobilité internationale ont été frappés de plein fouet dès le début du confinement, car ils ont dû faire face aux implications de la fermeture de leur campus dans leur pays de destination et leur pays d'origine pour leur statut légal. Ils ont dû choisir entre rentrer chez eux (s'ils en avaient les moyens) sans disposer d'informations précises sur la date à laquelle ils y seraient autorisés et rester dans leur pays de destination sans avoir beaucoup de possibilités de travailler ou de continuer de se former, tout en essayant de résoudre les problèmes administratifs de visa. Certains pays, comme le Canada et le Royaume-Uni, ont assoupli les règlements relatifs aux visas ou ont autorisé le prolongement des séjours sur les campus (Immigration, 2020^[10]) (UKCISA, 2020^[11]), mais tous n'ont pas été aussi magnanimes. La diversité des approches retenues par les établissements et les pays montre bien à quel point il est complexe de garantir la sécurité et le bien-être des étudiants en mobilité internationale sur le marché mondialisé de l'enseignement supérieur.

Les établissements d'enseignement supérieur ont tenté d'assurer la continuité pédagogique malgré le confinement grâce à la technologie et ont proposé des cours et des expériences d'apprentissage en ligne pour remplacer les cours en présentiel. Bon nombre d'entre eux proposaient des cours en ligne avant la pandémie, mais peu d'étudiants y voyaient la

seule alternative aux cours en présentiel. Aux États-Unis par exemple, 13 % seulement des étudiants en premier cycle dans l'enseignement tertiaire ont exclusivement suivi des cours à distance en 2017 (NCES, 2019^[12]). Comme la réouverture des établissements est fortement compromise au début de la prochaine année académique et que les déplacements risquent d'être restreints même après le confinement, les étudiants en mobilité internationale n'ont d'autre choix que de se tourner vers l'enseignement à distance.

Les étudiants concernés doivent se passer non seulement des avantages des cours en présentiel, mais aussi d'autres avantages de la mobilité internationale, comme l'exposition internationale, l'accès à un marché du travail étranger et la mise en réseau. Selon une enquête sur les étudiants de l'UE en formation au Royaume-Uni, ces étudiants ont choisi cette destination principalement dans le but d'élargir leur horizon, de découvrir une autre culture et d'améliorer leurs débouchés professionnels et leur maîtrise de l'anglais (West, 2000^[13]). De même, la possibilité de vivre à l'étranger, d'améliorer sa maîtrise d'une langue étrangère et de faire des rencontres compte parmi les trois raisons principales citées par les étudiants participant au programme ERASMUS de l'UE (Commission européenne, 2014^[14]).

La diminution du pourcentage d'étudiants en mobilité internationale pourrait avoir de graves répercussions sur le modèle de financement de certains établissements d'enseignement supérieur, étant donné que les étudiants en mobilité internationale paient souvent des frais de scolarité plus élevés que les ressortissants nationaux. Ce sont des pays tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni qui en souffriraient le plus, car le financement de l'enseignement tertiaire y est largement tributaire des frais de scolarité différenciés payés par les étudiants en mobilité internationale. En Australie, au Canada et aux États-Unis par exemple, les étudiants étrangers en licence ou formation équivalente dans les établissements publics paient en moyenne plus de 13 800 USD de frais de scolarité de plus par an que les ressortissants nationaux selon les chiffres de l'année académique 2017/18 (voir l'indicateur C5). Les flux entrants d'étudiants en mobilité internationale sont des sources importantes de recettes pour les établissements d'enseignement tertiaire dans ces pays qui accueillent un pourcentage élevé de l'effectif d'étudiants en mobilité internationale. En Australie, les frais de scolarité payés par les étudiants étrangers procurent des recettes estimées à plus d'un quart des dépenses totales au titre de l'enseignement tertiaire (OCDE, 2018^[15]). Dans l'ensemble, le doctorat sera le niveau le plus touché de l'enseignement tertiaire, car un étudiant en mobilité internationale sur cinq est doctorant. L'investissement dans une formation tertiaire reste rémunérateur pour ceux qui le consentent, mais les étudiants commencent à douter de l'intérêt de payer des frais de scolarité élevés à l'étranger en ces temps incertains, en particulier s'ils doivent suivre les cours en ligne et qu'ils n'ont plus la possibilité de se créer un réseau et d'accéder au marché du travail. Des étudiants ont déjà demandé un remboursement partiel de leurs frais de scolarité, et bon nombre d'établissements ont déjà remboursé des frais d'hébergement et de cantine au prorata ou proposé un report du versement des frais de scolarité. Comme l'inscription d'étudiants en mobilité internationale est fortement compromise lors de la prochaine année académique, les universités assisteront à une baisse de leur budget, ce qui affectera non seulement les services d'éducation, mais également l'aide financière accordée aux ressortissants nationaux et les activités de recherche-développement.

Les pertes financières ne se limitent pas aux établissements d'enseignement supérieur. Les pays tablent de longue date sur la mobilité internationale des étudiants pour favoriser l'immigration de talents étrangers, qui contribuent à la production de connaissances et à l'innovation sur leur territoire. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ont par exemple assoupli les conditions d'immigration des étudiants très qualifiés, ce qui facilite leur entrée sur le marché du travail local après leurs études (OCDE, 2019^[16]) (OCDE, 2016^[17]). Le déclin de la mobilité internationale dans ces pays risque d'affecter la productivité dans des secteurs à la pointe de l'innovation et de la recherche dans les années à venir.

L'enseignement supérieur est souvent considéré comme un bon investissement lorsque le marché du travail est morose, car il permet aux adultes d'améliorer leurs compétences. À la différence de ce qui s'est passé lors des crises économiques précédentes, le confinement décrété du fait de la crise sanitaire a entraîné l'arrêt des cours en présentiel et des expériences de vie à l'étranger, qui vont bien au-delà de ce qui se passe dans les amphithéâtres. Il a également mis en évidence la vulnérabilité des étudiants en mobilité internationale en temps de crise. Tous ces éléments vont vraisemblablement amener les étudiants à reconsidérer la valeur de leur diplôme par rapport au sacrifice qu'ils sont prêts à s'imposer et à revoir leurs options, ce qui devrait réduire leur mobilité internationale dans les prochaines années. Face à ces défis, les établissements d'enseignement supérieur devront concevoir, après réévaluation de la qualité de l'apprentissage et de l'enseignement en classe, une nouvelle offre qui réponde aux besoins de candidats hésitants à la mobilité internationale, peut-être moins disposés à partir à l'étranger dans le seul but de faire des études.

Profil des étudiants en mobilité internationale

Selon le niveau d'enseignement

Les étudiants sont plus susceptibles de se rendre à l'étranger pour accéder à des niveaux supérieurs d'enseignement. Le pourcentage d'étudiants en mobilité internationale dans l'enseignement tertiaire augmente avec le niveau d'enseignement

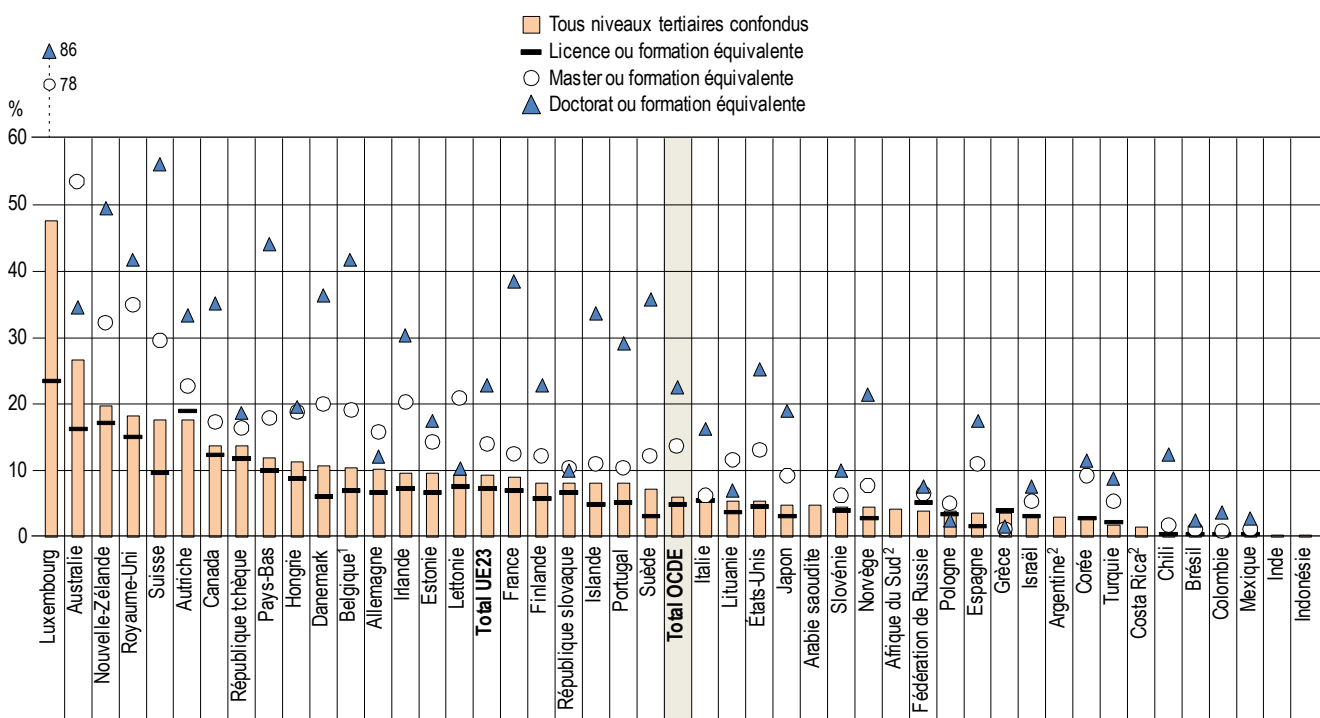
dans la quasi-totalité des pays. Dans les pays de l'OCDE, les étudiants en mobilité internationale représentent 6 % de l'effectif total de l'enseignement tertiaire. En licence ou formation équivalente, le pourcentage d'étudiants en mobilité internationale reste relativement peu élevé (moins de 5 % dans près de la moitié des pays dont les données sont disponibles). Toutefois, l'enseignement s'internationalise davantage en licence dans quelques pays. Le pourcentage d'étudiants en mobilité internationale en licence est égal ou supérieur à 15 % en Australie, en Autriche, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni (voir le Graphique B6.4).

Le pourcentage d'étudiants en mobilité internationale est nettement plus élevé en master ou formation équivalente. Dans les pays de l'OCDE, les étudiants étrangers ou en mobilité internationale représentent 13 % de l'effectif total de ce niveau d'enseignement. Leur pourcentage passe au moins du simple au double entre la licence et le master dans près de deux tiers des pays de l'OCDE. Il est au moins quatre fois plus élevé en master qu'en licence en Espagne et en Suède, parmi les pays où les étudiants en mobilité internationale représentent plus de 1 % de l'effectif de l'enseignement tertiaire. La Grèce est le seul pays où le pourcentage d'étudiants étrangers y est un peu moins élevé en master qu'en licence (voir le Graphique B6.4).

Les étudiants en mobilité internationale représentent 22 % de l'effectif en doctorat ou formation équivalente. C'est en Belgique, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suisse que leur pourcentage, égal ou supérieur à 40 %, est le plus élevé en doctorat. Les étudiants en mobilité internationale sont plus nombreux que les ressortissants nationaux en doctorat au Luxembourg (86 %) et en Suisse (56 %). Le pourcentage d'étudiants en mobilité internationale est plus élevé en doctorat qu'en master dans la plupart des pays, mais la tendance inverse s'observe dans certains pays, en particulier en Australie (53 % en master et 34 % en doctorat) et en Lettonie (20 % en master et 10 % en doctorat) (voir le Graphique B6.4 et le Tableau B6.1 en annexe).

Graphique B6.4. Mobilité entrante des étudiants dans l'enseignement tertiaire, selon le niveau d'enseignement (2018)

Pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans les effectifs totaux de l'enseignement tertiaire



Remarque : La catégorie « Tous niveaux tertiaires confondus » inclut les formations tertiaires de cycle court, qui ne font pas l'objet d'une catégorie distincte dans ce graphique.

1. Les données concernant la formation tertiaire de cycle court sont basées sur la nationalité et se rapportent à la Comm. flamande uniquement

2. Année de référence : 2017.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans l'enseignement tertiaire.

Source : OCDE (2020), Tableau B6.1. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Selon le domaine d'études

Le domaine d'études est un facteur déterminant dans le choix des étudiants de suivre une formation tertiaire à l'étranger. Certains pays consacrent davantage de ressources à la recherche dans des domaines spécifiques, ce qui leur confère un grand prestige sur la scène internationale, en particulier aux niveaux supérieurs de l'enseignement tertiaire. Dans les pays de l'OCDE, la répartition des étudiants mobiles entre les domaines d'études est comparable à celle des ressortissants nationaux : les grands domaines les plus prisés par les deux groupes sont en premier lieu le commerce, l'administration et le droit et en second lieu l'ingénierie, les industries de transformation et la construction. Ce constat souffre toutefois quelques exceptions. Les sciences sociales, le journalisme et l'information attirent 12 % des étudiants mobiles, contre 9 % des ressortissants nationaux. De même, les sciences naturelles, les mathématiques et les statistiques attirent 8 % des étudiants mobiles, contre 5 % des ressortissants nationaux. Par contraste, les étudiants en mobilité internationale sont dans l'ensemble moins susceptibles que les ressortissants nationaux d'opter pour l'éducation ainsi que pour la santé et la protection sociale dans les pays de l'OCDE (voir le Tableau B6.2).

Des différences frappantes s'observent également entre les pays et mettent en évidence la spécialisation et l'attrait de certains pays dans des domaines d'études spécifiques. En République slovaque, plus de la moitié des étudiants étrangers suivent une formation dans le domaine de la santé ou de la protection sociale, soit trois fois plus que les ressortissants nationaux. En Allemagne, au Danemark et en Turquie, le pourcentage d'étudiants qui ont opté pour une formation en rapport avec l'ingénierie, les industries de transformation ou la construction est supérieur de 10 points de pourcentage dans l'effectif d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale, par comparaison avec l'effectif de ressortissants nationaux. Le commerce, l'administration et le droit constituent le domaine le plus attractif aux yeux des étudiants mobiles dans des pays où le pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale est le plus élevé, tels que l'Australie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni (voir le Tableau B6.2).

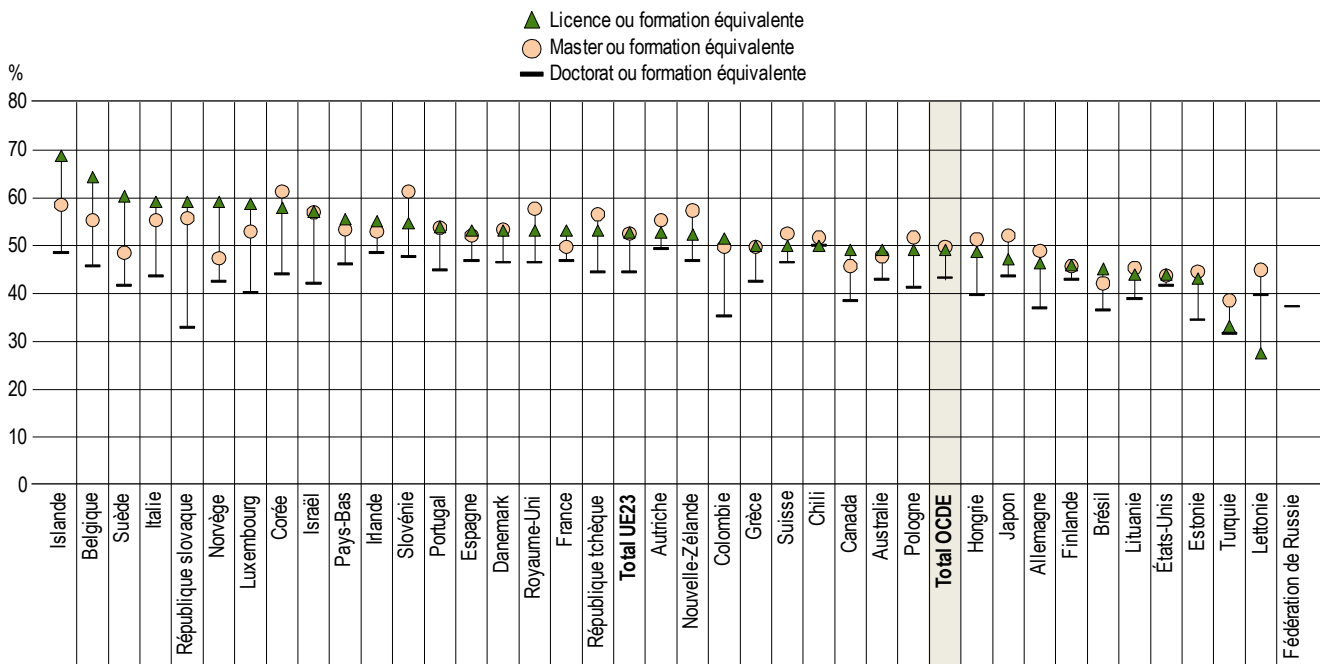
Selon le sexe

Dans l'ensemble, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans l'effectif de l'enseignement tertiaire et l'effectif diplômé de ce niveau d'enseignement, mais elles sont à peu de choses près aussi susceptibles qu'eux de s'inscrire en licence ou en master à l'étranger dans les pays de l'OCDE. Elles sont toutefois moins susceptibles qu'eux de s'inscrire en doctorat à l'étranger : elles ne représentent en moyenne que 43 % de l'effectif d'étudiants mobiles en doctorat (voir le Graphique B6.5).

Le pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles diminue aux niveaux supérieurs de l'enseignement tertiaire dans les pays de l'OCDE et varie de plus de 15 points de pourcentage entre la licence et le doctorat dans un quart environ de ces pays. La Lettonie est le seul pays où le pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles est plus élevé en doctorat qu'en licence. Le pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles tend à diminuer davantage entre le master et le doctorat qu'entre la licence et le master. Le pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles diminue dans l'ensemble de 6 points de pourcentage entre le master et le doctorat dans les pays de l'OCDE et même dans une mesure égale ou supérieure à 15 points de pourcentage en Corée, en Israël et en République slovaque. Par contraste, le pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles est très similaire dans les trois niveaux d'enseignement au Chili, aux États-Unis et en Finlande, même si la parité ne s'observe à ces trois niveaux qu'au Chili (voir le Graphique B6.5).

Dans la plupart des pays, le pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles est plus élevé en licence qu'à tout autre niveau d'enseignement, mais c'est aussi en licence qu'il varie le plus entre les pays. Le pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles en licence s'établit à 49 % en moyenne dans les pays de l'OCDE, mais il varie fortement : il frôle les 70 % en Islande, alors qu'il ne passe pas la barre des 30 % en Lettonie. Il varie également en master entre les pays, mais dans une moindre mesure qu'en licence. Les femmes représentent plus de 60 % de l'effectif d'étudiants mobiles en master en Corée et en Slovaquie, où leur pourcentage est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE, mais en représentent moins de 40 % en Turquie. En doctorat, les femmes représentent moins de 50 % de l'effectif d'étudiants mobiles dans tous les pays de l'OCDE, sauf au Chili (voir le Graphique B6.5).

Graphique B6.5. Pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale, selon le niveau d'enseignement (2018)



Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de femmes dans l'effectif d'étudiants mobiles en licence (ou formation équivalente).

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164085>

Définitions

Par **étudiants étrangers**, on entend les étudiants en formation dans un pays dont ils ne sont pas ressortissants, parmi les pays dont les données sont disponibles. Ces étudiants sont comptabilisés comme étant en mobilité internationale, alors qu'ils peuvent résider depuis longtemps, voire être nés dans le pays où ils sont en formation. Cette définition est pragmatique et opérationnelle, mais n'est pas nécessairement appropriée pour prendre la mesure de la mobilité internationale des étudiants, en raison de différences dans les politiques nationales de naturalisation des immigrants. L'Australie a par exemple plus tendance que la Suisse à accorder le statut de résident permanent aux migrants. Il s'ensuit que le pourcentage d'étudiants étrangers en formation tertiaire est similaire dans ces deux pays, mais que le pourcentage d'étudiants en mobilité internationale à ce niveau d'enseignement est moins élevé en Suisse qu'en Australie. En conséquence, la prudence est de rigueur lors de l'interprétation des données qui se fondent sur le concept d'étudiants étrangers dans les comparaisons relatives à la mobilité des étudiants ainsi que dans les comparaisons bilatérales. En règle générale, les étudiants en mobilité internationale sont un sous-groupe des étudiants étrangers.

Par **étudiants en mobilité internationale**, on entend les étudiants qui ont quitté leur pays d'origine pour se rendre dans un autre pays avec l'intention d'y suivre des études. Le pays d'origine des étudiants est soit leur « pays d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires », soit leur « pays de scolarisation antérieure », soit celui où ils avaient le statut de « résident permanent ou habituel » (voir ci-dessous). Selon la législation des pays en matière d'immigration (la libre circulation des personnes dans les pays membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, par exemple) et les données disponibles, les étudiants en mobilité internationale peuvent être définis comme les individus en formation dans un pays autre que celui dont ils sont des résidents habituels ou permanents ou que celui dans lequel ils étaient scolarisés auparavant.

Les étudiants mobiles sont soit étrangers, soit en mobilité internationale.

Les **ressortissants nationaux** en formation ne sont pas en mobilité internationale. Leur nombre correspond à la différence entre l'effectif total d'étudiants et l'effectif d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans chaque pays de destination.

Par **pays de scolarisation antérieure**, on entend le pays où les étudiants ont obtenu le titre requis (un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire donnant accès à l'enseignement tertiaire) pour s'inscrire dans leur niveau d'enseignement actuel. Les pays qui ne sont pas en mesure d'appliquer concrètement cette définition sont invités à déterminer le pays d'origine sur la base de la résidence permanente ou habituelle. Si cette approche ne convient pas non plus et qu'il n'existe pas d'autre indicateur probant, ils sont invités à le déterminer sur la base de la nationalité.

Le statut de **résident permanent ou habituel** est défini en fonction de la législation des pays ayant fourni des données. Dans les faits, ce statut peut être subordonné à l'obtention d'une autorisation ou d'un permis de séjour étudiant ou à la domiciliation dans un pays étranger l'année précédant l'inscription dans le système d'éducation du pays qui fournit les données.

Les définitions nationales spécifiques des étudiants en mobilité internationale sont indiquées dans les tableaux ainsi qu'à l'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Méthodologie

Définir et identifier les étudiants mobiles ainsi que leur forme de mobilité est un défi majeur dans l'élaboration de statistiques internationales sur l'éducation puisque les systèmes nationaux et internationaux de statistiques rendent uniquement compte de l'apprentissage à l'échelle nationale (OCDE, 2019^[18]).

Les données sur les étudiants étrangers et en mobilité internationale sont donc dérivées des effectifs de leur pays de destination. Comme les effectifs totaux, les effectifs d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale proviennent des registres d'inscription des établissements. Les étudiants inscrits dans des pays qui n'ont pas déclaré leur effectif d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale à l'OCDE ou à l'Institut de statistique de l'UNESCO sont exclus et leur effectif total peut être sous-estimé dans leur pays d'origine.

L'effectif total d'étudiants en formation à l'étranger correspond au nombre d'étudiants en mobilité internationale, sauf si les données ne sont pas disponibles, auquel cas il correspond au nombre d'étudiants étrangers. Les effectifs sont estimés sur la base d'un recensement effectué à une date ou à une période déterminée de l'année.

Cette méthode a toutefois quelques inconvénients. Les statistiques internationales de l'OCDE sur l'éducation tendent à sous-estimer l'impact de l'enseignement à distance ou en ligne, en particulier les formations en ligne ouvertes à tous (MOOC) en forte croissance ; et les étudiants qui se rendent chaque jour à l'étranger pour suivre leur formation ou qui participent à un programme d'échange de courte durée ne sont pas recensés. D'autres inconvénients résident dans la classification des étudiants en formation sur des campus à l'étranger (ou dans des écoles européennes) dans l'effectif d'étudiants des pays de destination.

Les données actuelles sur les étudiants en mobilité internationale portent uniquement sur les flux d'étudiants dans des pays de destination parmi les pays membres et partenaires de l'OCDE. Il n'est pas possible d'évaluer leurs flux en dehors de l'OCDE, ni la contribution des échanges Sud-Sud à la circulation mondiale des cerveaux.

Voir le Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018 : Concepts, normes, définitions et classifications (OCDE, 2019^[18]) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Sources

Les données se rapportent à l'année académique 2017/18 et proviennent de l'exercice UNESCO-ISU/OCDE/Eurostat de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2019 (voir l'annexe 3 [<https://doi.org/10.1787/69096873-en>] pour plus de détails).

L'Institut de statistique (ISU) de l'UNESCO a fourni les données 1) de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie ; 2) de tous les pays autres que les pays membres et partenaires de l'OCDE ; et 3) des pays de l'OCDE durant la période que ne couvrent pas les statistiques de l'OCDE (en 2005 et entre 2010 et 2018).

Références

- Abbott, A. et M. Silles (2016), « Determinants of international student migration », *The World Economy*, vol. 39/5, pp. 621-635, <http://dx.doi.org/10.1111/twec.12319>. [6]
- Bhandari, R., C. Robles et C. Farrugia (2018), « International higher education: Shifting mobilities, policy challenges, and new initiatives », *Background paper prepared for the 2019 Global Education Monitoring Report*, Global Education Monitoring Report, UNESCO, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000266078> (consulté le 4 mai 2020). [2]
- Commission européenne (2014), *The Erasmus Impact Study: Effects of Mobility on the Skills and Employability of Students and the Internationalisation of Higher Education Institutions*, Commission européenne, https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/sites/erasmusplus2/files/erasmus-impact_en.pdf (consulté le 12 mai 2020). [14]
- Eurydice (2020), *Higher Education Funding in Finland* | Eurydice, https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/eurydice/content/higher-education-funding-25_en (consulté le 22 juin 2020). [7]
- Guha, A. (1977), « Brain-drain issue and indicators on brain-drain », *International Migration*, vol. 15/1, pp. 3-20, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1468-2435.1977.tb00953.x>. [3]
- Immigration, R. (2020), *Assouplissement des règles sur les permis de travail postdiplôme pour aider les étudiants internationaux et les établissements postsecondaires canadiens*, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/pptpd-regles-covid19.html> (consulté le 20 mai 2020). [10]
- NCES (2019), *Fast Facts: Distance Learning*, National Center for Education Statistics, U.S. Department of Education, <https://nces.ed.gov/fastfacts/display.asp?id=80> (consulté le 5 mai 2020). [12]
- OCDE (2019), *Benchmarking Higher Education System Performance*, Higher Education, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/be5514d7-en>. [8]
- OCDE (2019), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018 : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305380-fr>. [18]
- OCDE (2019), *Perspectives des migrations internationales 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/60811ed3-fr>. [16]
- OCDE (2018), « Réforme des frais de scolarité et mobilité internationale », *Les indicateurs de l'éducation à la loupe*, n° 51, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/8351e555-fr>. [15]
- OCDE (2016), *Perspectives des migrations internationales 2016*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2016-fr. [17]
- Sharifian, F. (2013), « Globalisation and developing metacultural competence in learning English as an International Language », *Multilingual Education*, vol. 3/1, p. 7, <http://dx.doi.org/10.1186/2191-5059-3-7>. [9]
- UKCISA (2020), *Coronavirus (Covid-19): Info for international students*, UK Council for International Student Affairs, <https://www.ukcisa.org.uk/Information--Advice/Studying--living-in-the-UK/Coronavirus-Covid-19-info-for-international-students#layer-6718> (consulté le 12 mai 2020). [11]

- UNESCO (2020), *Education : de la fermeture des établissements scolaires à la reprise*, site Web de l'UNESCO, <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse> (consulté le 13 mai 2020). [1]
- UNESCO Bangkok (2013), *The International Mobility of Students in Asia and the Pacific*, Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002262/226219E.pdf> (consulté le 3 juillet 2018). [4]
- Weisser, R. (2016), « Internationally mobile students and their post-graduation migratory behaviour : An analysis of determinants of student mobility and retention rates in the EU », *Documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations*, n° 186, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jlwxvmb5zt-en>. [5]
- West, A. (2000), *Reasons for Studying Abroad: A Survey of EU Students Studying in the UK*, Education-line, Edinburgh. [13]

Tableaux de l'indicateur B6

- Tableau B6.1** Étudiants étrangers ou en mobilité internationale scolarisés dans l'enseignement tertiaire (2010, 2014 et 2018)
- Tableau B6.2** Répartition des ressortissants nationaux et des étudiants étrangers ou en mobilité internationale, selon le domaine d'études (2018)
- Tableau B6.3** Profil de mobilité des étudiants étrangers ou en mobilité internationale (2018)
- WEB Tableau B6.4** Répartition des étudiants étrangers ou en mobilité internationale, selon le pays d'origine (2018)
- WEB Tableau B6.5** Répartition des étudiants étrangers ou en mobilité internationale, selon le pays de destination (2018)

Date butoir pour les données : 19 juillet 2020. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink : <https://doi.org/10.1787/888934163933>

Tableau B6.1. Étudiants étrangers ou en mobilité internationale scolarisés dans l'enseignement tertiaire (2010, 2014 et 2018)

Pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale dans les effectifs totaux de l'enseignement tertiaire

Lecture de la sixième colonne de la section supérieure du tableau (étudiants en mobilité internationale) : Les étudiants en mobilité internationale constituent 27 % de l'effectif total de l'enseignement tertiaire en Australie et en constituent 18 % en Suisse.

Lecture de la sixième colonne de la section inférieure du tableau (étudiants étrangers) : En Corée et en Grèce, 3 % des étudiants sont des ressortissants étrangers.

		Nombre d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale (en milliers)	Pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale, selon le niveau de l'enseignement tertiaire											
			Tertiaire de cycle court	Licence ou formation équivalente	Master ou formation équivalente	Doctorat ou formation équivalente	Tous niveaux tertiaires confondus							
							2018	2014	2010					
							(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
							Étudiants en mobilité internationale							
OCDE	Pays													
	Australie	445	32	16	53	34	27	18	22					
	Autriche	75	1	19	22	33	17	15	15					
	Belgique ¹	54	8	7	19	42	10	11	7					
	Canada	225	13	12	17	35	14	10	m					
	Chili	6	0	0	1	12	0	0	m					
	Danemark	33	13	6	20	36	11	10	8					
	Estonie	4	a	7	14	17	10	4	2					
	Finlande	24	a	5	12	23	8	7	6					
	France ²	230	3	7	12	38	9	10	m					
	Allemagne	312	0	7	16	12	10	8	9					
	Hongrie	32	1	9	19	19	11	7	5					
	Islande	1	28	5	11	33	8	7	5					
	Irlande	22	4	7	20	30	10	7	m					
	Israël	11	m	3	5	7	3	3	1					
	Japon	183	8	3	9	19	5	3	m					
	Lettonie	8	1	8	20	10	9	5	2					
	Lituanie	6	a	3	11	7	5	3	1					
	Luxembourg	3	10	23	78	86	48	44	m					
	Mexique	7	0	0	1	2	0	0	m					
	Pays-Bas	105	3	10	17	44	12	10	4					
	Nouvelle-Zélande	53	19	17	32	49	20	19	15					
	Norvège	12	1	3	7	21	4	4	3					
	Pologne	54	0	3	5	2	4	2	1					
	Portugal	28	3	5	10	29	8	4	3					
	Slovénie	3	2	4	6	10	4	3	2					
	Espagne	71	1	1	11	17	3	2	3					
	Suède	31	0	3	12	36	7	6	7					
	Suisse	54	0	10	29	56	18	17	17					
	Royaume-Uni	452	4	15	35	41	18	18	16					
	États-Unis	987	2	5	13	25	5	4	3					
		Étudiants étrangers												
Colombie		5	0	0	1	3	0	0	m					
Costa Rica ³		3	x(6)	x(6)	x(6)	x(6)	1	m	m					
République tchèque		45	5	12	16	18	14	10	m					
Grèce		26	a	4	1	1	3	4	m					
Italie		107	7	5	6	16	6	5	m					
Corée		85	1	2	9	11	3	2	2					
République slovaque		12	1	7	10	10	8	6	4					
Turquie		125	0	2	5	8	2	1	m					
OCDE total		3 939	3	5	13	22	6	5	m					
Moyenne des pays dont les données de toutes les années de référence sont disponibles							8	6	5					
UE23 total		1 738	3	7	14	23	9	8	m					
		Étudiants étrangers												
Partenaires	Argentine ³	89	x(6)	x(6)	x(6)	x(6)	3	m	m					
	Brésil	21	0	0	1	2	0	0	0					
	Chine	178	m	m	m	m	m	m	m					
	Inde	45	a	x(6)	x(6)	x(6)	0	0						
	Indonésie	8	x(6)	x(6)	x(6)	x(6)	0	m	m					
	Fédération de Russie	262	1	5	6	7	4	3	2					
	Arabie saoudite	74	x(6)	x(6)	x(6)	x(6)	5	5	m					
	Afrique du Sud ³	45	x(6)	x(6)	x(6)	x(6)	4	4	m					

1. Les données concernant les formations tertiaires de cycle court sont basées sur la nationalité et se rapportent à la Comm. flamande uniquement.

2. Rupture des séries chronologiques entre 2017 et 2018. Voir l'annexe 3 pour plus de détails.

3. Année de référence : 2017.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934163952>

Tableau B6.2. Répartition des ressortissants nationaux et des étudiants étrangers ou en mobilité internationale, selon le domaine d'études (2018)

Toutes formations tertiaires confondues

		Répartition (en pourcentage) des effectifs de l'enseignement tertiaire entre les grands domaines d'études (étudiants étrangers ou en mobilité internationale et ressortissants nationaux)													
		Éducation		Lettres et arts		Sciences sociales, journalisme et information		Commerce, administration ou droit		Sciences naturelles, mathématiques ou statistiques		Ingénierie, industries de transformation ou construction		Santé et protection sociale	
		Étudiants étrangers ou en mobilité internationale	Ressortissants nationaux	Étudiants étrangers ou en mobilité internationale	Ressortissants nationaux	Étudiants étrangers ou en mobilité internationale	Ressortissants nationaux	Étudiants étrangers ou en mobilité internationale	Ressortissants nationaux	Étudiants étrangers ou en mobilité internationale	Ressortissants nationaux	Étudiants étrangers ou en mobilité internationale	Ressortissants nationaux	Étudiants étrangers ou en mobilité internationale	Ressortissants nationaux
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
		Étudiants en mobilité internationale													
OCDE	Pays														
	Australie	2	12	6	13	3	9	49	23	4	7	12	8	9	23
	Autriche	6	14	15	10	19	9	17	23	11	8	16	17	9	8
	Belgique	5	11	13	9	11	9	13	24	5	4	10	11	37	26
	Canada	1	6	10	13	12	15	29	22	12	9	19	11	5	16
	Chili	8	11	6	4	6	5	31	22	6	2	18	21	13	22
	Danemark	2	9	11	11	9	10	28	23	7	5	21	11	8	24
	Estonie	2	7	13	13	11	6	39	21	6	6	11	16	3	13
	Finlande	3	6	10	12	5	7	24	17	6	5	20	18	10	19
	France	2	4	16	13	12	9	27	28	12	9	16	13	7	16
	Allemagne	2	9	16	13	8	8	18	23	9	10	29	19	7	8
	Hongrie	m	13	m	8	m	8	m	25	m	4	m	16	m	8
	Islande	6	13	43	9	8	16	7	21	18	4	8	9	4	16
	Irlande	1	7	11	15	7	6	22	21	9	10	11	11	25	16
	Israël	8	19	16	8	20	18	18	14	10	6	9	20	13	8
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Lettonie	1	8	3	7	6	8	32	27	1	3	11	17	30	14
	Lituanie	2	5	10	9	18	8	26	26	2	4	15	19	21	17
	Luxembourg	5	17	7	16	12	11	43	24	9	5	8	10	4	11
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2	11	12	8	19	10	28	27	7	6	12	9	8	18
	Nouvelle-Zélande	3	9	7	14	8	13	36	19	9	9	12	9	6	17
	Norvège	4	16	19	10	12	11	15	19	16	5	12	10	10	18
	Pologne	2	10	11	9	18	11	27	22	2	4	8	17	16	12
	Portugal	5	3	12	10	12	11	24	21	6	6	20	21	12	16
	Slovénie	5	10	10	9	15	8	16	19	8	6	21	18	9	13
	Espagne	5	12	9	11	11	10	27	20	5	6	13	14	22	15
	Suède	3	15	13	12	13	12	13	14	13	4	26	17	12	19
	Suisse	5	11	14	9	12	8	20	27	17	7	18	15	8	17
	Royaume-Uni	2	7	13	15	12	11	33	18	12	16	14	8	7	18
	États-Unis	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
		Étudiants étrangers													
Colombie		7	8	10	4	12	9	28	39	2	2	15	20	16	8
Costa Rica		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
République tchèque		2	12	9	9	10	9	20	19	7	6	14	15	19	13
Grèce		4	5	18	13	14	12	13	21	11	9	17	22	13	7
Italie		2	5	25	16	14	14	15	18	6	8	22	16	11	15
Corée		2	6	21	16	14	6	30	14	3	5	13	23	4	14
République slovaque		10	13	7	8	5	11	10	19	2	6	8	13	51	16
Turquie		6	5	13	12	14	10	19	41	5	2	25	12	12	8
OCDE total		3	8	13	11	12	9	27	27	8	5	17	16	9	13
UE23 total		3	8	14	12	12	10	25	22	9	8	18	14	11	15
		Étudiants étrangers													
Partenaires	Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Brésil	11	19	8	2	8	5	17	30	7	2	21	14	15	18
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Fédération de Russie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934163971>

Tableau B6.3. Profil de mobilité des étudiants étrangers ou en mobilité internationale (2018)

	Pourcentage des étudiants nationaux scolarisés dans l'enseignement tertiaire à l'étranger	Rapport entre les étudiants étrangers ou en mobilité internationale et les étudiants nationaux scolarisés à l'étranger	Nombre d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale par centaine de ressortissants nationaux scolarisés dans leur pays ou à l'étranger	Pourcentage d'étudiants étrangers ou en mobilité internationale provenant d'un pays limitrophe	Parts du marché international de l'éducation
	Total tertiaire				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
OCDE					
Pays					
Australie	1	33	36	3	8
Autriche	6	4	20	58	1
Belgique	3	3	11	38	1
Canada	3	5	16	4	4
Chili	1	0	0	34	0
Colombie	2	0	0	59	0
Costa Rica ³	1	1	1	50	0
République tchèque ¹	4	4	15	52	1
Danemark	2	6	12	37	1
Estonie	8	1	10	43	0
Finlande	4	2	8	13	0
France	4	2	9	14	4
Allemagne	4	3	11	15	6
Grèce ¹	5	1	3	60	0
Hongrie	5	3	12	22	1
Islande	17	0	7	7	0
Irlande	7	1	10	7	0
Israël ²	4	1	3	5	0
Italie ¹	4	1	6	19	2
Japon	1	6	5	54	3
Corée ¹	3	1	3	62	2
Lettonie	7	1	10	17	0
Lituanie	9	1	5	24	0
Luxembourg	76	0	22	54	0
Mexique	1	0	0	34	0
Pays-Bas	2	6	13	28	2
Nouvelle-Zélande	2	10	24	6	1
Norvège	6	1	4	20	0
Pologne	2	2	4	68	1
Portugal	4	2	8	4	1
République slovaque ¹	19	0	7	57	0
Slovénie	4	1	4	27	0
Espagne	2	2	4	29	1
Suède	4	2	7	20	1
Suisse	6	3	20	54	1
Turquie ¹	1	3	2	47	2
Royaume-Uni	2	11	22	11	8
États-Unis	0	12	5	5	18
OCDE total	2	3	6		70
UE23 total	4	3	10		31
Partenaires					
Argentine ³	0	10	3	49	2
Brésil ¹	1	0	0	37	0
Chine	2	0	0	m	3
Inde	1	0	0	46	1
Indonésie	1	0	0	73	0
Fédération de Russie ¹	1	4	4	51	5
Arabie saoudite	5	1	5	32	1
Afrique du Sud ³	1	5	4	44	1

Remarques : Par pays limitrophe, on entend ceux qui ont une frontière terrestre ou maritime avec le pays d'accueil. Les parts du marché international de l'éducation se rapportent au nombre d'étudiants mobiles scolarisés dans chaque pays de destination, en pourcentage de l'effectif total d'étudiants mobiles (colonne 5).

1. L'effectif d'étudiants nationaux scolarisés dans l'enseignement tertiaire correspond à l'effectif total déduction faite des étudiants étrangers et non à l'effectif total déduction faite des étudiants en mobilité internationale.

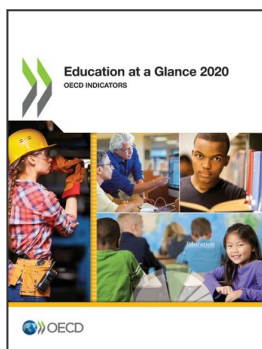
2. À l'exclusion des étudiants en mobilité internationale suivant une formation tertiaire de cycle court.

3. Année de référence : 2017.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934163990>



Extrait de :

Education at a Glance 2020

OECD Indicators

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/69096873-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Quel est le profil des étudiants en mobilité internationale ? », dans *Education at a Glance 2020 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/748c743e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.